

Liste des pièces à fournir au **CENTRE DE FORMALITÉS DES ENTREPRISES** :

<p>Pour Tous</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Imprimé de déclaration M0 (en 3 exemplaires) ▪ Extrait de l'acte de naissance (<i>délivré par la Mairie du lieu de naissance</i>) ou Carte d'identité ou passport (<i>en cours de validité</i>) du ou des gérants ▪ Déclaration sur l'honneur de non-condamnation (<i>document ci-après</i>) ▪ Justificatif du siège social (au nom de la Société) <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Bail <input type="checkbox"/> Attestation de location <input type="checkbox"/> Titre de propriété <input type="checkbox"/> Mise à disposition <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> ▪ Pour les professions réglementées : Autorisation, Diplôme, Carte Professionnelle (<i>à préciser</i>) : ▪ 2 exemplaires des statuts enregistrés près des impôts (<i>originaux</i>) ▪ 1 exemplaire du journal d'annonces légales contenant l'avis de constitution de la société ▪ Nomination du gérant (<i>si pas nommé dans les statuts</i>) ▪ Attestation de dépôt des fonds ▪ Passé professionnel (<i>document ci-après</i>) ▪ Inscription au Stage Préparatoire à l'Installation (<i>voir ci-après</i>)
<p>Si le gérant est non qualifié</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contrat de travail du salarié qualifié (C.D.I.) accompagné des diplômes professionnels ou certificats de travail ▪ Pièce d'identité du salarié
<p>Pour les ressortissants étrangers (hors Union Européenne)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Titre de séjour ou carte de résident privilégié
<p>UNIQUEMENT POUR LES S.N.C.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Attestation (<i>en 2 exemplaires</i>) d'information du conjoint commun en biens(<i>document ci-après</i>)
<p>Frais de gestion du dossier par le répertoire des métiers</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Chèque de 196 € établi à l'ordre de M. le trésorier de la Chambre de Métiers
<p>Frais de gestion du dossier par le Tribunal de Commerce et notamment les frais d'insertion au bulletin officiel des annonces commerciales (BODAC)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Chèque de 83,96 € établi à l'ordre de M. le Greffier du Tribunal de Commerce
<p>Pour les bénéficiaires de l'ACCRES (AIDE AUX CHÔMEURS CRÉATEURS OU REPRENEURS D'UNE ENTREPRISE)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Voir ci-après

**Pour faciliter l'accomplissement des formalités et pour vous faire gagner du temps,
nous vous invitons à prendre RENDEZ-VOUS avec le Service pour la constitution de votre dossier.**

INFORMATIONS IMPORTANTES

CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ SANS ACTIVITÉ

Établir un imprimé M. 2 lors de la mise en activité

STAGE D'INITIATION A LA GESTION

Conformément à la loi du **23 décembre 1982**, toute personne demandant son immatriculation au RÉPERTOIRE des MÉTIERS **doit suivre obligatoirement un stage d'Initiation à la Gestion** organisé par la Chambre de Métiers.

Des dispenses sont toutefois possibles, dans quelques cas précis et limités, notamment si l'intéressé a auparavant exercé, **pendant au moins trois ans**, en tant que responsable d'une entreprise artisanale, commerciale ou agricole.

DOMICILIATION DE L'ENTREPRISE POUR LES LOCATAIRES

Les personnes qui sont locataires du lieu dans lequel elles envisagent de fixer le siège de leur entreprise sont tenues **de respecter certaines règles très précises**.

Aussi, nous invitons les personnes concernées à **prendre contact avec notre Service** pour obtenir toutes les informations nécessaires.

ACCRE

AIDE AUX CHÔMEURS CREATEURS OU REPRENEURS D'UNE ENTREPRISE

LISTE DES PIÈCES À FOURNIR À L'APPUI D'UNE DEMANDE D'ACCRE

BÉNÉFICIAIRES	PIÈCES JUSTIFICATIVES À PRODUIRE
Tous les demandeurs	<ul style="list-style-type: none">- Formulaire de demande d'ACCRE dûment complété et signé valant l'attestation sur l'honneur de non bénéficiaire de l'aide depuis 3 ans- Copie de la pièce d'identité du ou des demandeurs- Copie du formulaire de la déclaration de l'entreprise au CFE (<i>document fourni par le CFE</i>)
Dirigeants et associés de société	<ul style="list-style-type: none">- Un exemplaire des statuts- Photocopie du livret de famille lorsque le contrôle effectif du capital de la société est exercé par le demandeur de l'aide, avec sa famille ou tout justificatif du lien de parenté
Demandeurs d'emploi indemnisés par le régime d'assurance chômage ou de solidarité	<ul style="list-style-type: none">- Notification d'ouverture de droit ou justificatif de paiement
Demandeurs d'emploi susceptibles d'être indemnisés (<i>bénéficiaires de la convention de reclassement personnalisée - CRP -</i>)	<ul style="list-style-type: none">- Une photocopie de la lettre de licenciement- Photocopies des bulletins de salaires des 6 derniers mois- Copie du bulletin d'acceptation de la convention de reclassement personnalisé dûment complété et signé par le salarié
Demandeurs d'emploi non indemnisés inscrits au Pôle-Emploi pendant 6 mois au cours des 18 derniers mois	<ul style="list-style-type: none">- Photocopie de l'historique de la situation de demande d'emploi délivré par Pôle Emploi, justifiant de 6 mois d'inscription dans les 18 derniers mois et comprenant le cas échéant les périodes de stages ou de formation
Bénéficiaires : <ul style="list-style-type: none">▪ du Revenu de Solidarité Active (<i>RSA ex. RMI</i>)▪ de l'Allocation de Solidarité Spécifique (<i>ASS</i>)	<ul style="list-style-type: none">- Photocopie de l'attestation du bénéfice ou du paiement de la prestation- Une copie du livret de famille ou un certificat de concubinage (<i>pour les demandes formulées par le conjoint ou le concubin</i>)
Jeunes de 18 à 25 ans révolus	<ul style="list-style-type: none">- Pièce d'identité
Personnes de 26 ans à moins de 30 ans non indemnisées	<ul style="list-style-type: none">- Attestation sur l'honneur de non indemnisation au titre de l'assurance chômage (<i>inscription à Pôle Emploi, sans indemnisation faute de droits suffisants</i>)
Personnes bénéficiant d'un contrat "nouveaux services - emplois jeunes" et dont le contrat est rompu avant terme	<ul style="list-style-type: none">- Photocopie du contrat de travail- Pièce justifiant de la rupture du contrat
Personnes de moins de 30 ans reconnues handicapées	<ul style="list-style-type: none">- Photocopie du justificatif de la reconnaissance de l'état de personne handicapée délivrée par la commission départementale des droits et de l'autonomie (<i>COTOREP</i>)
Salariés repreneurs de leur entreprise en procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire	<ul style="list-style-type: none">- Copie du jugement d'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire ou attestation du liquidateur, de l'administrateur judiciaire ou du juge commissaire
Personnes physiques créant une entreprise implantée au sein d'une Zone Urbaine Sensible (<i>ZUS</i>)	<ul style="list-style-type: none">- Copie du formulaire de déclaration d'entreprise (<i>fourni par le CFE</i>)
Bénéficiaires du complément de libre choix d'activité	<ul style="list-style-type: none">- Copie de la notification de l'ouverture des droits ou du dernier paiement

DEMANDE D'IMMATRICULATION AU RÉPERTOIRE DES MÉTIERS

- ENTREPRISE INDIVIDUELLE
 ENTREPRISE INDIVIDUELLE À RESPONSABILITÉ LIMITÉE
 SOCIÉTÉ (à préciser)

CHEF D'ENTREPRISE

NOM : Prénom :
 Né(e) le : à :
 Numéro de Sécurité Sociale :
 Adresse personnelle (lorsque vous serez installé) :
 Tél. : E-mail :
 Adresse de l'entreprise :
 Tél. : E-mail :

Merci de cocher la case correspondant à votre situation :

MARIÉ(E)

PACSÉ(E)

Date et lieu du mariage ou du PActe Civil de Solidarité :
 Contrat de mariage : Oui Non Si oui lequel :
 NOM du conjoint : Prénom du conjoint :
 (Pour les femmes, nom de jeune fille)
 Date et lieu de naissance du conjoint :

Le conjoint travaille dans l'entreprise

- Collaborateur
 Salarié
 Associé
 Diplômes :

Le conjoint ne travaille pas dans l'entreprise

- Profession indépendante distincte
 Salarié hors de l'entreprise
 Désignation de la profession :
 Sans profession

ACTIVITÉ GÉNÉRALE (artisanale et commerciale)

Activité principale :
 Autre(s) activité(s) :
 Nombre de salariés (le premier jour de votre installation) : homme : femme : apprenti(e) :
 Enseigne (vérifier sur <http://bases-marques.inpi.fr> si elle n'a pas déjà été choisie par une autre entreprise)

DATE DE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ

ORIGINE DU FONDS

	CONCERNE UNIQUEMENT LA REPRISE D'UNE CLIENTÈLE		
<input type="checkbox"/> Création	<input type="checkbox"/> Achat nom du vendeur	<input type="checkbox"/> Location Gérance nom du loueur	<input type="checkbox"/> Donation nom du donateur

DIPLÔME(S) OBTENU(S) (joindre photocopie des diplômes professionnels)

FORMATION GÉNÉRALE		FORMATION PROFESSIONNELLE	
DIPLÔME	ANNÉE ET LIEU D'OBTENTION	DIPLÔME (préciser le métier)	ANNÉE ET LIEU D'OBTENTION
<input type="checkbox"/> CEP	<input type="checkbox"/> EFAA
<input type="checkbox"/> DFEO	<input type="checkbox"/> CAP
<input type="checkbox"/> BEPC - Brevet des Collèges	<input type="checkbox"/> BEP
<input type="checkbox"/> BAC (série)	<input type="checkbox"/> BP
<input type="checkbox"/> Diplômes d'Études supérieures (à préciser)	<input type="checkbox"/> BAC
<input type="checkbox"/> AUTRE	<input type="checkbox"/> BTS
		<input type="checkbox"/> BM
		<input type="checkbox"/> AUTRE

FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES (FPA)

NOM : Période :
 Adresse du centre : Profession :

APPRENTISSAGE

	MÉTIER	DATES DE LA FORMATION	MAITRE D'APPRENTISSAGE OU ÉTABLISSEMENT DE FORMATION	
			Nom du maître d'apprentissage	adresse
En entreprise				
En établissement de formation à temps plein			Nom de l'établissement	adresse

SALARIE (joindre photocopie des certificats de travail)

EMPLOYEUR nom et adresse	PROFESSION DE L'EMPLOYEUR	EMPLOI OCCUPÉ	DATES	
			Début	Fin
.....
.....
.....
.....
.....

SI VOUS AVEZ DÉJÀ ÉTÉ À VOTRE COMPTE

ACTIVITÉ	LIEU D'ACTIVITÉ	DURÉE D'EXERCICE	N° RM ET RCS (N° SIREN)
.....

SUIVI DE STAGE (gestion, technique, autre, ...)

NATURE	DURÉE	ANNÉE	LIEU
.....

STATUT AU MOMENT DE L'INSTALLATION À SON COMPTE*(la veille de votre installation)*

- salarié
 demandeur d'emploi
 autre (à préciser) :

REGIME FISCAL

- Micro social simplifié
 Micro-bic
 Réel simplifié
 Réel normal

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

.....

.....

.....

.....

Je soussigné
certifie que les informations portées sur la présente fiche sont exactes.

À le.....

(signature)

**DÉCLARATION SUR L'HONNEUR DE NON CONDAMNATION
EN APPLICATION DE L'ARTICLE 17 DE L'ARRÊTÉ DU 9 FÉVRIER 1988**

Je soussigné(e)

Né(e) le :

À :

de (nom et prénoms du père) :

et de (nom et prénoms de la mère) :

Demeurant

.....

Déclare sur l'honneur, conformément à l'Article 17 de l'Arrêté du 9 février 1988 pris à la suite du décret n° 84-406 du 30 mai 1984, relatif au registre du commerce et des sociétés, n'avoir été l'objet d'aucune condamnation pénale ni de sanction civile ou administrative de nature à m'interdire - soit d'exercer une activité commerciale - soit de gérer, d'administrer ou de diriger une personne morale.

À le

(signature)

Rappel : Article L123-5 du Code de Commerce

(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art.3 Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)

Le fait de donner, de mauvaise foi, des indications inexactes ou incomplètes en vue d'une immatriculation, d'une radiation ou d'une mention complémentaire ou rectificative au registre du commerce et des sociétés est puni d'une amende de 4 500 € et d'un emprisonnement de six mois.

Les dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article L.123-4 sont applicables dans les cas prévus au présent article

Note explicative

<p style="text-align: center;">ATTESTATION DE DÉLIVRANCE DE L'INFORMATION DONNÉE À SON CONJOINT COMMUN EN BIENS SUR LES CONSÉQUENCES DES DETTES CONTRACTÉES DANS L'EXERCICE DE SA PROFESSION SUR LES BIENS COMMUNS</p>

Cette Attestation doit être remplie :

- en deux exemplaires,

par toute personne physique mariée sous un régime de communauté légale ou conventionnelle qui dépose une demande d'immatriculation au Répertoire des Métiers et/ou au Registre du Commerce et des Sociétés,

- soit pour une entreprise individuelle,
- soit pour une S.N.C. (Société en Nom Collectif)

- en mentionnant le nom de jeune fille du conjoint (Madame , née.....)

- et en joignant un chèque :

- libellé à l'ordre de Monsieur le greffier du Tribunal de Commerce

- et d'un montant de :

- ↳ 9,33 € pour les entreprises individuelles

- ↳ 13,08 € pour les S.N.C.

POUR VALOIR PROCÈS-VERBAL
DE DÉPÔT
SOUS LE N°
LE
LE GREFFIER DU TRIBUNAL

**ATTESTATION
DE DÉLIVRANCE DE L'INFORMATION DONNÉE À SON CONJOINT
COMMUN EN BIENS SUR LES CONSÉQUENCES DES DETTES CONTRACTÉES
DANS L'EXERCICE DE SA PROFESSION SUR LES BIENS COMMUNS**

Je soussigné (nom et prénom de la personne immatriculée)

.....
.....

déclare sous ma responsabilité, conformément à l'article R. 123-121-1 du Code de Commerce, avoir informé mon
conjoint M / Mme (rayer la mention inutile)

.....

avec lequel / laquelle je me suis marié(e) sans contrat de mariage⁽¹⁾ ou bien avec un contrat de mariage qui prévoit
des biens communs aux époux, sur les conséquences des dette contractées dans l'exercice de ma profession sur
ces biens communs.

Fait à :

Le :

(Signature de la personne immatriculée)

⁽¹⁾ la mention relative à l'absence de contrat de mariage ne signifie pas que le régime légal français est applicable